Nouvelles fédérales

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **- (1998)**

Heft 108

PDF erstellt am: **03.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

DÉFENSE

L'ARMÉE SUISSE À LA DIÈTE

L'armée suisse perdra 42 000 hommes. C'est la première mesure de la réforme annoncée par le nouveau chef de l'État-major fédéral Hans-Ulrich Scherrer. Autres secteurs ciblés : la mise hors-jeu de 29 avions Mirage et des réductions de programme qui touchent les chars 68, les obusiers, l'artillerie de forteresse et les troupes de montagne. La réduction des effectifs devrait permettre une économie de 20 millions de francs. La part du budget fédéral consacrée à la Défense, déjà tombée de 20,3% en 1980 à 11,6% cette année, continuera sa descente. En 18 ans, la Défense a quasiment réalisé ce que l'initiative socialiste exige d'elle aujourd'hui, c'est-à-dire la réduction de moitié de ses dépenses. Il y a deux ans, Adolf Ogi avait évoqué la perspective d'une armée à 300 000 hommes. La commission d'experts Brunner, qui vient de rendre son rapport a rappelé cet objectif, au nom de la disparition de la menace directe et d'une certaine pénurie de cadres. Dans son rapport, la commission justifie la réforme entreprise par un nouveau contexte international et l'importance croissante des menaces non militaires : les catastrophes naturelles ou technologiques, le crime organisé, la prolifération des armes atomiques, biologiques et chimiques, les pressions internationales, les perturbations informatiques et les flux migratoires. Sans remettre en cause l'armée de milice, elle juge nécessaire un recours accru à des spécialistes professionnels et propose quatre créations : un «Conseil de sécurité» pour conseiller et soutenir le Conseil Fédéral et trois unités professionnelles : un «Corps suisse de solidarité» spécialement entraîné pour des missions de secours, de paix, et d'appui aux civils, avec des compétences en déminage, en élimination d'armes de destruction massive, et de participation aux inspections internationales ; des «groupes de spécialistes» pour les tâches impliquant des technologies sophistiquées (guerre électronique, protection contre les armes NBC, détection de satellites) ; enfin, un «corps d'intervention pour les missions à risques» : contre le terrorisme, en renfort des polices, protection des représentations diplomatiques dans les pays à risques, opérations ponctuelles à l'étranger pour secourir des citoyens suisses. Quant à la neutralité, la Commission Brunner n'a pas osé s'y attaquer. Les menaces ont changé, mais pas au point de bousculer la conscience collective des Suisses.

L'armée suisse sera ramenée de 400 000 à 358 000 hommes.

1648-1998

FLAVIO COTTI IRA À MÜNSTER

Il y a trois cent cinquante ans, la Suisse s'affranchissait du Saint Empire romain germanique. Le Traité de Westphalie mettait fin à la Guerre de Trente Ans et donnait à l'Europe de nouvelles frontières. Le 24 octobre prochain, à Münster puis Osnabrück en Allemagne, les anciens protagonistes du conflit (France, Allemagne, Pays-Bas, Suède, Autriche, Espagne) commémoreront la fin des hostilités. La Suisse, quoiqu'épargnée par les combats et concentrée sur son jubilé, a été invitée à participer aux manifestations. Elle sera vraisemblablement représentée par Flavio Cotti aux côtés de Jacques Chirac, Roman Herzog et des têtes couronnées de Suède, d'Espagne et des Pays-Bas. La Paix de Westphalie concerne tout particulièrement Bâle-Ville : son bourgmestre et fin diplomate Johann-Rudolf Wettstein s'était rendu en 1646 en ambassadeur à Osnabrück et Münster. Il avait à l'époque l'appui des quatre cantons réformés de Bâle, Berne, Zurich et Schaffouse. C'est grâce à cet habile négociateur que la Suisse devait obtenir, après des mois de tractations, la séparation juridique des cantons helvétiques du Saint Empire romain germanique et la reconnaissance internationale de la Confédération en tant qu'État. Un affranchissement de la tutelle allemande entériné lors des traités de paix d'octobre 1648, notamment grâce au soutien d'une France désireuse de contrer l'hégémonie du Saint Empire. Pour l'occasion, le Musée historique de Bâle présentera du 4 septembre prochain au 21 février 1999 une exposition sur «La Suisse et les Traités de Westphalie» : un hommage au sieur Wettstein doublé d'un panorama sur la vie à Bâle au XVIIe siècle.

FISCALITÉ

IMPÔTS DIRECTS : LA SURCHARGE

Une étude publiée dernièrement par la Banque Pictet & Cie passe le système fiscal suisse au peigne fin et revient sur quelques idées reçues. La part des différents impôts dans le budget de la Confédération est comparée à celle des grands pays de l'OCDE (les États-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni). Premier constat : 44,3% des recettes fiscales proviennent en Suisse de l'impôt sur le revenu, sur la fortune et sur les gains en capitaux mobiliers et immobiliers, ce qui

la place en tête des pays étudiés pour l'imposition directe. L'étude affirme par ailleurs que 10,5% des contribuables helvétiques aux revenus les plus élevés paient 67,8% de cet impôt. Du côté des entreprises, la situation de la Suisse est comparable à la situation des États-Unis et de la Grande-Bretagne : la part de l'impôt sur le bénéfice et le capital des sociétés est de l'ordre de 11% des recettes fiscales totales. Au total, la Suisse apparaît comme le pays qui supporte la charge fiscale par habitant la plus importante (10 871 francs contre 8 000 francs en moyenne ailleurs). Sur cette somme, seulement 29,5% du prélèvement total se fait par l'intermédiaire des impôts indirects, parmi lesquels la TVA. Le rapport se veut neutre mais termine sur un constat limite : «la proportion des prélèvements directs est à son maximum en Suisse».

ESPIONNAGE

Les indiscrétions du Mossad

La série noire continue pour les services de moins en moins secrets d'Israël. Deux fiascos avaient déjà défrayé la chronique : la tentative ratée d'empoisonnement d'un responsable intégriste palestinien à Amman, puis les fuites présumées sur l'arrestation d'un officier traitant accusé d'avoir fourni de fausses informations sur les intentions belliqueuses de la Syrie. La dernière bourde des taupes israéliennes a eu lieu à Berne : cinq agents du Mossad se sont fait pincer en pleine nuit alors qu'ils posaient clandestinement un système d'écoutes téléphoniques dans la cave d'un immeuble. La police cantonale bernoise, prévenue par une voisine insomniaque, n'a arrêté que l'un des cinq agents, croyant à un simple cambriolage. Ce n'est qu'au matin que les inspecteurs ont réalisé, au vu du matériel d'écoute sophistiqué, qu'ils avaient affaire à des professionnels de l'espionnage. Du côté du Département Justice et Police, on était plutôt avare de commentaires ces dernières semaines, mis à part le traditionnel «l'enquête suit son cours». L'État d'Israël, après avoir fait l'autruche quelques jours, a présenté ses excuses à la Suisse, soulignant le caractère particulièrement amical de ses relations avec la Confédération en matière militaire et de lutte antiterroriste. Côté Suisse, on prend l'affaire très au sérieux. Cet épisode pourrait remettre en cause la visite officielle de Flavio Cotti en Israël en mai prochain. La diplomatie suisse attend les conclusions de l'enquête pour se prononcer.

Bilan mitigé pour les Jeux de Nagano, sacrés meilleure organisation de l'histoire par le CIO mais boudés par les téléspectateurs du monde entier. La Suisse réitère son bilan de Lillehammer avec 7 médailles : or pour le curling et le halfpipe masculin (Gian Simmen), argent en bobsleigh et en super-G hommes (Didier Cuche), bronze en slalom géant (Michael von Gruniegen), slalom géant snowboard (Ueli Kestenholz) et ski acrobatique (Colette Brand).

En Bref

La Suisse va bon train

Les Suisses sont de loin les plus grands utilisateurs du rail en Europe, avec 1 699 km par an et par habitant et les deuxièmes au monde derrière les Japonais (2 005 km). Un Suisse utilise en moyenne 39 fois par an le train pour ses déplacements.

Nucléaire en forme

L'an dernier, les centrales nucléaires suisses ont produit 23,95 milliards de kWh, soit 1% de plus qu'en 1996. Beznau et Gösgen ont en outre fourni 71,6 millions de kWh de chauffage à distance. Ces résultats de production élevés témoignent de la bonne santé technique du parc de réacteurs suisses.

Les navettes Iris sous le feu des écolos

Les futurs catamarans d'Expo.01 seraient bruyants et polluants, selon le WWF, l'Association transports et environnement et Pro Natura . Les écologistes se disent néanmoins prêts à une solution de compromis. Ils proposent de limiter l'utilisation des navettes Iris pour le seul trajet Yverdon-Neuchâtel et d'opter pour le rail et des navires traditionnels pour gagner les autres sites de l'Expo (Bienne, Morat, Neuchâtel).

Eurema, première chaîne catholique européenne

Six heures de programmes quotidiens pour un abonnement de six dollars par an (36 francs) : le projet de chaîne catholique *Eurema* a été présenté par ses concepteurs suisses devant le comité épiscopal européen des médias. La chaîne, qui siégera à Locarno, serait proposée dans un premier temps aux distributeurs par câble de sept pays dont la Suisse et la France d'ici la fin de l'année.

Info Dimanche bientôt dans les kiosques

Info Dimanche, dont le lancement est prévu avant le début de l'été, concurrencera *Le Matin*. Ce nouveau journal du septième jour se composera d'une quarantaine de pages, qui feront la part belle aux sports, à la culture et à l'actualité des cantons romands.